

Investir en faveur des femmes pour juguler le changement climatique et préserver l'environnement

Données factuelles, solutions, études de cas et recommandations d'orientation

APERÇU

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent de réels obstacles à la réduction de la pauvreté, l'égalité de genre et la réalisation des ODD. Ils ont une influence sur la santé, la sécurité alimentaire, la nutrition, la production, la migration et les revenus des personnes. Compte tenu des rôles que de nombreuses femmes jouent au niveau de la production agricole et de l'approvisionnement et de la consommation d'eau, de combustible pour la cuisine et d'autres ressources nécessaires au ménage, non seulement sont-elles bien placées pour trouver des solutions visant à prévenir toute dégradation supplémentaire de l'environnement et à s'adapter au changement climatique, mais elles ont également un intérêt personnel à ce faire. La première étape dans la lutte contre le changement climatique est la mise en place d'un contexte permettant l'autonomisation des femmes dans la sauvegarde de l'environnement. Ce document d'orientation présente plusieurs stratégies utiles en vue de promouvoir l'inclusion des femmes dans l'atténuation, l'adaptation et les négociations relatives au changement climatique – afin de s'assurer que leurs voix soient entendues.

SECTION 1 : DÉFINITION DE LA QUESTION

Le changement climatique entraîne une augmentation des températures et une modification des modèles climatiques, causant à leur tour une dégradation de l'environnement et une concurrence de plus en plus marquée pour les ressources naturelles et les terres arables¹. L'entrave à la production agricole provoquée par les risques environnementaux tels que les inondations, les sécheresses et les glissements de terrain participent de l'augmentation de la vulnérabilité des communautés, de la réduction de la sécurité alimentaire, du décrochage scolaire des élèves qui doivent assumer davantage de tâches à la maison et de la hausse des taux de pauvreté².

Alors que le changement climatique impacte tout le monde, les filles et les femmes en supportent le plus lourd fardeau et sont, de manière disproportionnée, davantage touchées que les hommes, et ce pour de nombreuses raisons^{3,4}. Certaines estimations révèlent que les femmes représentent en moyenne 43 % de la main d'œuvre agricole dans les pays en développement, et jusqu'à 50 ou 60 % dans certaines régions de l'Asie et de l'Afrique subsaharienne. Elles sont ainsi directement affectées par toute contrainte exercée sur la production agricole^{5,6,7,8,9}. Pendant les périodes de sécheresse ou de pluies incessantes, les femmes doivent fournir davantage de travail afin de se procurer les aliments, l'eau et le combustible nécessaires à leur famille¹⁰. Les filles sont ainsi soumises à davantage de pression à la maison, et peuvent être contraintes de quitter l'école pour aider leur mère à assumer le fardeau de travail supplémentaire¹¹. Dans certaines régions d'Afrique, les filles et les femmes passent jusqu'à huit heures par jour à la collecte de l'eau, et sont les premières à devoir quitter l'école s'il faut aller chercher du bois de chauffage, parcourant à pied des distances de plus en plus longues et portant des charges extrêmement lourdes, à mesure que la déforestation progresse¹². Ces tâches freinent la productivité et nourrissent un cycle de pauvreté, limitant le capital social et économique qui pourrait servir à lutter contre le changement climatique¹³.

Il est estimé que 26 des 60 millions de personnes déplacées dans le monde le sont à cause des effets du changement climatique^{14,15}. Et 20 millions d'entre elles sont des femmes, ce qui illustre l'une des conséquences générées du changement climatique¹⁶. Chaque année, les catastrophes naturelles causées par le changement climatique entraîneraient le déplacement d'un million de personnes¹⁷. Il a également été démontré que les catastrophes naturelles augmentent les violences basées sur le genre (VBG), y compris le harcèlement et la violence sexuels¹⁸, la violence conjugale¹⁹, l'exploitation sexuelle des enfants²⁰ et la traite des personnes²¹. Les déplacements et migrations qui font suite à une catastrophe peuvent entraîner une surpopulation et des conditions de vie insécures dans les centres d'évacuation, les logements temporaires et autres refuges²². Les filles et les femmes deviennent ainsi plus vulnérables au harcèlement et aux violences, et la pauvreté accrue et la dissolution de la communauté augmentent également la propension à la violence²³. Par conséquent, le risque accru de violence augmente la réticence des femmes à s'aventurer à l'extérieur. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, cette situation a entraîné des décès de femmes et de nourrissons au cours de l'accouchement car elles étaient incapables d'accéder à des soins de santé en toute sécurité, par peur d'être attaquées²⁴.



Autonomiser les femmes de manière à ce qu'elles puissent réagir aux défis posés par le changement climatique est en lien avec la réalisation de plusieurs objectifs et cibles des ODD, dont les suivants :

ODD 1 : Éliminer toutes les formes de pauvreté dans le monde entier

- **1.5** D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental

ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture durable

- **2.4** D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols

ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

- **3.7** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et reproductive, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé reproductive dans les stratégies et programmes nationaux
- **3.9** D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et la pollution et à la contamination de

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.



➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Réduire radicalement les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes ».

En reconnaissant le fardeau que leur infligent les défis environnementaux, les femmes ont un rôle central à jouer dans l'atténuation du changement climatique et la nécessaire adaptation. Mais les femmes sont confrontées à des obstacles – tant sociaux que politiques et économiques – qui limitent leur capacité à se faire entendre aux tables de négociation et à la planification des politiques relatives au changement climatique, restreignant d'autant leurs capacités d'agir au moment de réduire les effets du changement climatique, de s'y adapter et de les juguler^{25,26}. Le rôle essentiel des femmes en tant qu'actrices du changement doit être reconnu afin que leurs besoins et leurs contributions soient pris en compte au moment de trouver des solutions.

Les Nations unies ont récemment priorisé la sauvegarde des populations dont les vies sont les plus impactées par le changement climatique, reconnaissant le rôle direct que joue l'environnement sur la modification des droits économiques et sociaux de tant de personnes²⁷. Mais malgré la constante augmentation des données probantes indiquant que le changement climatique est un réel obstacle au développement durable et démontrant le lien de causalité entre le changement climatique et l'augmentation de la vulnérabilité des femmes, et ainsi l'accroissement de l'inégalité de genre, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) négligeait largement, au cours des premières années, de souligner toute dimension de genre²⁸. Ceci a commencé à changer en 2007 avec le Plan d'action de Bali de la CCNUCC et la mise en place de l'Alliance mondiale sur le genre et le climat (GGCA)²⁹. Il reste néanmoins à savoir si les questions de genre et le rôle essentiel des femmes au niveau du changement climatique seront davantage à l'ordre du jour dans les négociations internationales³⁰. Il est cependant prometteur de noter que la majorité des observations se sont accordées sur le fait que les progrès en termes de genre étaient au rendez-vous à l'occasion de la Conférence des parties (COP) de la CCNUCC de Marrakech de 2016, en comparaison avec celle de Lima, au Pérou, en 2014. La COP22 a été le témoin de plus de blocs de négociation, dont des blocs de pays en développement, qui se sont exprimés en soutien à des mécanismes renforcés de prise en compte du genre aux niveaux national et international³¹.

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Respecter, protéger et assurer la santé et les droits sexuels ».

Cette tendance doit continuer de s'accélérer à l'ère des ODD. Le leadership et la participation politique des femmes est un élément essentiel à toute discussion sur le changement climatique. Elles doivent être présentes à la table des négociations à toutes les étapes, et à tous les niveaux de prise de décision dans la recherche de solutions aux réalités environnementales actuelles et à venir. Aux niveaux local, national, régional et international, les femmes continuent néanmoins à se battre pour jouer un rôle de leadership dans le dialogue sur le changement climatique, et une place aux tables de négociations.

SECTION 2 : SOLUTIONS ET INTERVENTIONS

Les solutions éprouvées présentées ci-après sont sous-utilisées, mais ont l'immense potentiel de garantir que les femmes soient en mesure de revendiquer leur rôle dans l'ensemble des efforts pour préserver l'environnement et juguler le changement climatique :

- Inclure les femmes dans tous les efforts d'atténuation du changement climatique et d'adaptation
- Améliorer et garantir les droits fonciers des femmes
- Promouvoir et financer des stratégies de production alimentaire durables menées par des femmes et centrées sur les femmes, et notamment le commerce équitable et les activités de gestion des ressources
- Intégrer la préservation de l'environnement et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans les programmes de santé des femmes
- Investir dans, et promouvoir les technologies qui mettent en avant les sources d'énergies renouvelables et propres et qui soutiennent la participation et le leadership des femmes dans leur élaboration et leur utilisation

Inclure les femmes dans tous les efforts d'atténuation du changement climatique et d'adaptation

Les femmes ont une compréhension unique de l'impact du changement climatique sur les biens de production dont elles dépendent. Leur rôle doit être reconnu, valorisé et inclus dans l'élaboration d'approches durables à l'adaptation au changement climatique et à sa réduction.

Les femmes montrent souvent davantage d'inquiétude à propos de l'environnement en soutenant les politiques et leaders en faveur de l'environnement³². Une augmentation de leur influence au niveau



l'air, de l'eau et du sol

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- **5.1** Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles
- **5.2** Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation
- **5.3** Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine
- **5.5** Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique
- **5.6** Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et reproductive et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de reproduction, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finaux des conférences d'examen qui ont suivi
- **5.a** Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne
- **5.b** Renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier l'informatique et les communications, pour promouvoir l'autonomisation des femmes

ODD 6 : Garantir l'accès de tous à



des politiques et des espaces de prises de décision leur permettrait de contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux³³. Mais bien que des progrès aient été réalisés au cours des cinq dernières années, en stimulant la représentation des femmes dans les instances politiques et décisionnelles, l'écart entre les genres demeure considérable : en 2017, seules 23 % des parlementaires dans le monde sont des femmes³⁴. Les femmes ne sont pas plus représentées de manière égale dans les instances de gouvernance relative à l'environnement. Un sondage dans 65 pays a révélé que seuls 35 % des ministères de l'Environnement disposaient d'un point focal sur le genre, allant de plus de la moitié des ministères de l'Agriculture à moins d'un quart des ministères de l'Eau en ayant un³⁵ ↘

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Renforcer la participation politique et le pouvoir décisionnel des femmes ».

Pour pouvoir s'adapter aux impacts négatifs du changement climatique, les femmes doivent se faire entendre et être parties prenantes des rôles de leadership et de prise de décision, et non pas uniquement en assumant des fonctions politiques, mais bien en participant à la planification et à la mise en œuvre de pratiques durables de gestion des ressources naturelles, ainsi que d'interventions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, notamment aux niveaux local et des villages. La réduction des risques de catastrophe – qui consiste à pratiquer une analyse et une atténuation systématiques des causes des catastrophes, dont la réduction de l'exposition aux dangers, la limitation de la vulnérabilité des populations et des biens, la saine gestion des terres et de l'environnement et l'amélioration de la préparation et des avertissements précoces des événements néfastes – n'est efficace que lorsque les filles et les femmes sont impliquées et dotées de pouvoir décisionnel^{36,37}. Et elles doivent également avoir leur part dans le fruit de ces efforts. La recherche a démontré que lorsque les femmes sont en position de leadership et de prise de décision, l'impact sur la gestion durable des ressources naturelles et des activités d'adaptation au changement climatique est positif³⁸. Puisque l'adaptation au changement climatique est une réalité à laquelle nous ne pourrions échapper – même si les émissions étaient arrêtées aujourd'hui – les efforts de plaidoyer et de prises de décision doivent également inclure les voix des adolescent-e-s et des jeunes, car elles et ils ont un rôle essentiel à jouer dans les futurs efforts en lien avec l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques³⁹ ↘

Étude de cas : le Programme d'adaptation africain (PAA)

Le programme d'adaptation africain (PAA) a abordé le rôle des femmes dans le changement climatique au Nigeria en stimulant leurs compétences et connaissances relatives aux conséquences, politiques, financements et négociations du changement climatique. L'action menée a visé à développer le leadership des femmes au sein des principaux ministères en lien avec le changement climatique. De nombreux pays prenant part au PAA entre 2008 et 2012 ont œuvré à la révision des processus budgétaires afin qu'ils incluent des financements centrés sur les besoins spécifiques de nombreuses femmes en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique⁴⁰ ↘

Améliorer et garantir les droits fonciers des femmes

La terre est une ressource importante pour les femmes. Posséder de la terre peut améliorer leur capacité à accéder à du capital, obtenir un revenu, garantir la sécurité alimentaire de leur famille et leur offrir une sécurité lors de temps plus difficiles. En disposant de titres de propriété, les personnes et les groupes sont davantage incités à investir dans la préservation des sols, à planter des arbres et à éviter la déforestation⁴¹. La recherche démontre que lorsque les femmes possèdent des terres, non seulement leurs moyens de subsistance s'en trouvent-ils sécurisés, mais elles jouissent également d'un meilleur statut social, ont davantage de pouvoir de négociation au sein de leur ménage et, dans certains contextes, sont moins susceptibles d'être victimes de violence conjugale⁴². Les systèmes de régime foncier favorisent cependant souvent les hommes, par le biais de lois et de pratiques qui permettent un accès, une utilisation, une propriété et un contrôle inégaux. Les droits fonciers des femmes sont souvent négligés, alors qu'ils constituent un élément central de l'action contre le changement climatique et pour le développement⁴³. Avant de parvenir à un consensus sur l'Accord de Paris, les pays ont dû soumettre leurs contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN). Une étude menée par le centre Landesa pour les droits fonciers des femmes sur les CPDN de 18 pays a révélé que seules trois d'entre elles mentionnaient les droits fonciers, la réforme agraire ou le régime foncier, et qu'aucune ne mentionnait les droits fonciers des femmes⁴⁴. Afin d'aborder les défis imposés par le changement climatique, et trouver des solutions à la fois efficaces et durables, il est essentiel de garantir le régime foncier des femmes. Par exemple, grâce à l'octroi de droits fonciers légaux, des populations marginalisées vivant dans la pauvreté sont mieux à même d'accéder à de nouvelles sources de financement et des possibilités, qui peuvent promouvoir les efforts de ralentissement du changement climatique et faciliter la réception de compensations lorsque les terres sont réquisitionnées à des fins de préservation, ou lorsque des catastrophes naturelles détruisent des champs et des domiciles⁴⁵. Des droits fonciers applicables permettront d'améliorer la gestion des ressources naturelles, tout en stimulant le statut économique des femmes⁴⁶ ↘

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Stimuler l'autonomisation économique des femmes ».

Promouvoir et financer des stratégies de production alimentaire durable menées par des



l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

- **6.1** D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
- **6.2** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable
- **6.4** D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau
- **6.5** D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient
- **6.6** D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs
- **6.a** D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation



femmes et centrées sur les femmes, et notamment le commerce équitable et les activités de gestion des ressources

Les femmes étant souvent en charge de la collecte de combustible, ainsi que de la culture et de la préparation des aliments, il est important que leur expertise en gestion des ressources soit à la fois reconnue et valorisée. Dans les zones rurales, les femmes peuvent ne pas être autorisées à prendre des décisions relatives à l'utilisation ou la gestion des ressources naturelles dont la base se situe souvent sur des terres communes, du fait de droits de propriété défaillants⁴⁷. Les femmes ont, par exemple, des droits sur les terres plus fragiles que ceux des hommes, et moins de temps à accorder à leur lopin⁴⁸. En tant que principales pourvoyeuses de nourriture au niveau du foyer, les femmes ont, malgré cet obstacle, une meilleure compréhension de l'impact du changement climatique sur l'environnement local⁴⁹. Elles sont souvent les gardiennes des connaissances traditionnelles et des méthodes durables de gestion des ressources naturelles. Lorsqu'elles sont appliquées, ces méthodes renforcent la résilience des communautés et améliorent les moyens de subsistance⁵⁰. Par exemple, une étude sensible au genre en Amazonie a identifié 45 espèces comestibles n'ayant encore jamais été documentées et pouvant contribuer à renforcer la sécurité alimentaire dans la région. Ce cas particulier souligne la nécessité d'inclure des stratégies prenant en compte le genre à l'heure de réfléchir à la sécurité alimentaire⁵¹. Il est ainsi essentiel que toute discussion relative à l'atténuation du changement climatique, à ses impacts et aux adaptations nécessaires, non seulement inclue les femmes, mais garantisse qu'elles aient réellement un rôle décisionnel dans le processus et la mise en œuvre.

Le potentiel de soutien des femmes à la production alimentaire durable peut être illustré par leur participation à des organisations de commerce équitable. Des études de la Fairtrade Foundation indiquent que le fait de permettre à des femmes de rejoindre des organisations qui cultivent des aliments pouvait profiter aux entreprises, soutenir le développement mondial et profiter aux femmes de multiples manières⁵². Il a été démontré que la certification « commerce équitable » augmente la consommation de calories et de micronutriments, augmente les revenus et améliore d'équité de genre⁵³. En 2015, les femmes ne représentaient que 25 % des fermiers et fermières membres d'organisations de petit-e-s producteur-trice-s certifié-e-s commerce équitable^{54,55}. Afin de corriger ce déséquilibre entre les genres, les entreprises devraient mener des analyses de genre de leurs chaînes d'approvisionnement et de valeur, et élaborer une politique et un plan d'actions relatifs à l'égalité de genre qu'elles pourraient ensuite communiquer à leurs organisations de producteurs-trices⁵⁶. Dans les pays producteurs, les gouvernements peuvent proposer des programmes de formation en agronomie aux femmes, et veiller à ce que des prêts et autres mesures de soutien soient accessibles aux personnes qui ne possèdent pas de terres, et spécialement les femmes⁵⁷. Certaines organisations ont pris l'initiative d'encourager la participation des femmes et de soutenir leurs voix dans les prises de décision, telles que la coopérative ghanéenne de cacao Kuapa Kokoo qui a mis en place des comités de genre au niveau des districts et dont près de la moitié des membres du Conseil national exécutif, et notamment la présidente, sont des femmes⁵⁸.

Les femmes qui dépendent de l'environnement naturel pour leur nourriture et leur revenu représentent 60 % des personnes vivant dans la pauvreté et des personnes les plus vulnérables⁵⁹. En moyenne, les femmes constituent une portion non négligeable de la main d'œuvre agricole dans le monde en développement⁶¹ et sont ainsi extrêmement vulnérables aux mauvaises productions agricoles⁶¹. De plus, une baisse de la production exacerbe les vulnérabilités, puisque les femmes n'ont pas le même accès que les hommes aux ressources financières ou autres, telles que les informations sur le climat et les marchés, et ne sont ainsi pas également outillées pour compenser les impacts des diminutions de ressources naturelles du fait du climat^{62,63,64}. Le secteur agricole est également un des premiers émetteurs de gaz à effet de serre⁶⁵. Il est donc important que les femmes travaillant dans l'agriculture soient impliquées dans l'atténuation du changement climatique. Lorsqu'elles sont engagées de la sorte, ces femmes peuvent alors mettre en œuvre les pratiques d'agriculture intelligente face au climat (CSA) et d'agriculture durable dans leur quotidien, contribuant dès lors à renforcer leur propre sécurité alimentaire, ainsi que celle de leur famille⁶⁶. Certaines de ces pratiques incluent la gestion de l'eau, les cultures en terrasses, le compostage, l'utilisation de semences à fort rendement et résistantes au stress et la gestion des pâturages⁶⁷.

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Stimuler l'autonomisation économique des femmes ».

Les femmes autochtones – qui jouent souvent un rôle essentiel en tant que protectrices de la nature – sont particulièrement touchées par les effets du changement climatique⁶⁸. Dans la plupart des cas, les femmes autochtones sont responsables de la sécurité alimentaire de leur famille et survivent grâce aux produits de la terre. Elles ressentent ainsi au quotidien les conséquences du changement climatique⁶⁹. Afin de protéger la biodiversité et de limiter la dégradation de l'environnement, les femmes autochtones doivent être reconnues dans leur rôle de leadership au niveau de la réduction des effets dévastateurs du changement climatique et dans la facilitation des efforts d'adaptation face aux perturbations qu'il entraîne⁷⁰.

Étude de cas : l'agriculture intelligente face au climat

En 2011, un projet pilote au Kenya centré sur les fermières et exploitantes laitières à petite échelle a introduit



ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

- **11.6** D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets
- **11.7** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs

ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

- **13.1** Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat
- **13.2** Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales
- **13.3** Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide

Accords internationaux pertinents :

- Convention sur la diversité biologique (1992)
- Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1994)
- Déclaration et programme d'action de Beijing (1995)
- Protocole de Kyoto (1997)
- Sommet mondial sur le développement durable (2002)
- Convention sur la lutte contre la désertification (2002)
- CCCC Plan d'action de Bali (2007)



l'agriculture intelligente face au climat (CSA) comme moyen d'amélioration des rendements, des revenus et du bien-être. Des femmes de la région de Kamotony, inquiètes à propos de leur stabilité économique, ont été formées aux pratiques de CSA et ont décidé de démarrer une pépinière collective. Les femmes ont pu investir les profits tirés de cette nouvelle source de revenu provenant des ventes de jeunes plants et de travaux d'élagage dans la production laitière. En mettant en œuvre des pratiques de CSA, telles que l'entreposage d'aliments et la production de fourrage, les femmes sont parvenues à augmenter leur production de lait. Elles rapportent désormais que la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus ont augmenté au sein de leur foyer, grâce aux pratiques de CSA. Elles sont, de plus, parvenues à financer l'éducation et les soins de santé de leurs enfants sans éprouver les difficultés économiques qu'elles enduraient précédemment⁷¹.

Étude de cas : la diversification des cultures au Nicaragua

À l'aide de ressources d'un fonds communautaire, des femmes de Jinotega, au Nicaragua, ont mené un exercice de cartographie des risques afin d'identifier de nouvelles solutions visant à améliorer la production alimentaire. Elles ont suivi une formation, obtenu des semences et des outils, et ont décidé collectivement comment la terre agricole pouvait être utilisée différemment. Cinq ans plus tard, le nombre de lopins diversifiés dans la communauté a quadruplé, et la production agricole pour les ménages a été multipliée par cinq. Au cours de la même période, les recettes nettes de chaque agricultrice ont été multipliées par six environ⁷².

Étude de cas : l'application des connaissances locales à la production agricole

Un projet financé par les Nations unies sur les hauts plateaux de Bolivie s'est appuyé sur les connaissances climatiques traditionnelles de la communauté en vue d'améliorer la production agricole et éviter les risques du changement climatique. L'accent porté sur l'application des connaissances des femmes en matière d'environnement – relatives à l'entreposage adéquat des cultures et des semences, par exemple – fut essentiel à la réussite du projet. Grâce à cette collaboration sensible au genre, plus de 100 technologies et pratiques agricoles propres au contexte ont été introduites ou réintroduites dans la communauté, afin de limiter les effets potentiels du changement climatique⁷³.

Intégrer la préservation de l'environnement et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans les programmes de santé des femmes

Les pays ayant les besoins de contraception non satisfaits les plus élevés tendent également à avoir les populations aux croissances les plus fortes, les baisses de productions agricoles projetées les plus marquées et la plus grande vulnérabilité au changement climatique⁷⁴. Si elles ne stimulent pas les investissements de manière à répondre aux demandes actuelles de services de santé sexuelle et reproductive, ces nations pourraient annuler d'importantes avancées réalisées dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité, empêcher l'adaptation au climat et revenir en arrière par rapport aux récentes améliorations réalisées dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'égalité de genre. Il a été démontré que l'amélioration de l'accès à la planification familiale volontaire, et de sa disponibilité, est un des moyens les plus efficaces pour remédier aux effets du changement climatique, et notamment pour aborder les lacunes en termes de sécurité alimentaire causés par les baisses de productivité des cultures, ainsi que le ralentissement des émissions^{75,76}. Une équipe de recherche composée de plusieurs douzaines de personnes ayant entrepris de « cartographier, mesurer et modéliser » les 100 solutions les plus substantielles face au changement climatique, en ne s'appuyant que sur des recherches examinées par des pair-e-s, a décerné la première place à une combinaison de planification familiale volontaire et d'éducation des filles⁷⁷.

Cependant, malgré la reconnaissance validée de l'importance du rôle de la planification familiale volontaire dans l'adaptation au changement climatique, celle-ci ne reçoit que rarement de financement destiné à l'adaptation au changement climatique^{78,79}. Les stratégies d'adaptation devraient refléter des approches multisectorielles et fournir des financements à des approches connues et éprouvées, et particulièrement celles qui répondent efficacement au besoin actuel non satisfait de contraception^{80,81}. Il est important que tous ces efforts soient issus d'approches basées sur les droits à la planification familiale volontaire et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Une stratégie prometteuse est celle de l'approche « population, santé, environnement » (PHE), qui implique de mettre en lien les efforts d'amélioration de l'environnement et ceux d'adaptation au changement climatique avec la planification familiale volontaire et la santé des femmes. Des projets ont démontré que la nature intégrée de l'approche PHE a permis d'augmenter la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles et d'améliorer l'adoption de la planification familiale⁸². PHE fonctionne selon une approche basée sur les droits, affirmant le droit de toute personne de mener une vie sexuelle satisfaisante et sûre, le choix de se reproduire, et la liberté de décider si, quand et à quelle fréquence le faire⁸³. Un tel exemple est le projet SPREAD (Sustaining Partnerships to Enhance Rural Enterprise and Agribusiness Development) au Rwanda, qui incluait une assistance technique pour les communautés vivant grâce aux activités du secteur du café. Cette approche incluait également la composante de la santé, qui prévoyait une formation à la santé à destination des fermières et fermiers. Des rapports préliminaires soulignaient l'impact du projet au niveau de l'élargissement du soutien et de l'augmentation de la demande de planification familiale volontaire, et leur lien avec des avantages en termes de santé et de revenus de la famille⁸⁴. Une synthèse en 2015 des nombreuses évaluations du programme PHE semblait indiquer que, du fait de leurs liens évidents et de leur potentiel significatif, davantage d'efforts étaient nécessaires afin de documenter de manière rigoureuse l'impact d'aborder en même temps les services de planification familiale volontaire et l'adaptation au changement climatique⁸⁵.

Étude de cas : Blue Ventures à Madagascar

Blue Ventures est présente à Madagascar pour incorporer des services de santé sexuelle et reproductive dans des initiatives de moyens de subsistance côtiers et de gestion des ressources durables. Cette approche intégrée s'attaque de manière holistique aux défis interconnectés de la mauvaise santé, des besoins non satisfaits de planification familiale, de la dégradation de l'environnement et de l'insécurité alimentaire. Elle permet aux communautés d'adopter une gestion durable de leurs ressources, à la fois actuelles et à venir. Ces approches permettent à des couples de mieux subvenir aux besoins de leur famille en réduisant les taux élevés de naissance, améliorant la sécurité alimentaire et en autonomisant les femmes afin que leur rôle ait un impact dans la gestion des ressources. Depuis que Blue Ventures a lancé son initiative à Madagascar en 2007, il a été estimé que plus de 3 825 grossesses non désirées ont été évitées au sein de la population locale de 20 000 personnes⁸⁶.

Étude de cas : le projet de gestion du bassin versant en Éthiopie

Le projet de gestion du bassin versant dans l'est de l'Éthiopie réalisé entre 2005 et 2007 visait à améliorer de manière durable la production agricole et limiter l'appauvrissement de la biodiversité dans une région comptant 3 000 ménages ruraux⁸⁷. La stratégie du projet se déclinait en trois temps : former les habitants et les organisations locales aux pratiques de gestion durable des terres et à la sensibilisation à l'écosystème ; réhabiliter les zones de montagne et zones humides par le biais de la reforestation ; et promouvoir les méthodes de planification familiale volontaire et de sensibilisation au VIH/sida en invitant des professionnel-le-s de santé à participer à une formation sur l'environnement⁸⁸. Au bout de quatre ans, les résultats du projet étaient tangibles : l'irrigation améliorée, le compostage et les méthodes de plantation des arbres avaient inversé les tendances de dégradation des sols et amélioré leur niveau nutritionnel, réduisant ainsi la nécessité de poursuivre la déforestation⁸⁹. En intégrant la planification familiale volontaire et la sensibilisation au VIH/sida, le projet a contribué à garantir la pérennité de ces avantages environnementaux, même en cas de croissance rapide de la population, et a participé à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive de la population⁹⁰.



Investir dans, et promouvoir les technologies qui mettent en avant les sources d'énergies renouvelables et propres et qui soutiennent la participation et le leadership des femmes dans leur élaboration et leur utilisation

Près de 2,9 milliards de personnes dans le monde en développement cuisinent et se chauffent encore à l'aide de combustibles solides, directement liés à des émissions causant le changement climatique⁹¹. Ces combustibles polluants incluent le bois, le charbon et le charbon de bois, dont les effets néfastes sur la santé sont très graves⁹². En 2012, 4,3 millions de personnes sont décédées prématurément dans les pays à revenu faible à intermédiaire des causes de la pollution de l'air intérieur⁹³. Le coût économique, sanitaire et environnemental d'une cuisine inefficace s'élève au montant stupéfiant de 123 milliards USD par an⁹⁴.

Autour du monde, les femmes font davantage les frais de la pauvreté énergétique – l'impact cumulatif de risques accrus pour la santé et la sécurité causés par un éclairage insuffisant, la pollution de l'air intérieur et la pollution par les combustibles utilisés pour la cuisine⁹⁵. Mais si les femmes disposaient du pouvoir économique et social nécessaire pour faire de meilleurs choix énergétiques, dont l'achat et l'utilisation de sources d'énergies propres telles que les fourneaux et les combustibles à haut rendement, elles contribueraient ainsi à renverser la tendance du réchauffement climatique⁹⁶. La justice technologique contribue à faire progresser les droits des groupes ayant le plus besoin d'innovation technologique pour accéder à des progrès technologiques⁹⁷. La recherche technologique a souvent tendance à se concentrer sur les plus riches et manque de considération pour les coûts sociaux et environnementaux imposés à d'autres personnes et à l'environnement. Ces tendances doivent être inversées pour que tout le monde puisse accéder à des technologies contribuant à améliorer le bien-être et favorables à l'environnement⁹⁸.

Les femmes constituent à l'heure actuelle environ 35 % de la main d'œuvre du secteur des énergies renouvelables, bien que cela varie grandement entre les pays et selon les produits⁹⁹. Inclure davantage de travailleuses dans ce secteur est un pari gagnant-gagnant. Les entrepreneures auraient ainsi accès aux consommateurs et consommatrices et pourraient promouvoir de nouvelles solutions, des technologies innovantes et des produits de l'énergie propre¹⁰⁰. Ceci permettrait aux ménages de choisir une énergie à la fois sûre et propre. L'inclusion du genre dans le secteur de l'énergie est essentielle afin de parvenir à atténuer les effets du changement climatique, ainsi que des gains économiques inclusifs¹⁰¹.

Étude de cas : Solar Sisters concentre le pouvoir des femmes afin de promouvoir une énergie propre

En créant un réseau de ventes centré sur les femmes qui introduit la technologie énergétique en Afrique rurale, Solar Sisters œuvre à éradiquer la pauvreté énergétique et à autonomiser les femmes économiquement par le biais d'un réseau de vente directe proposant des produits et des fourneaux fonctionnant à l'énergie solaire. Solar Sisters travaille actuellement au Nigeria, en Ouganda et en Tanzanie, où ses programmes regroupent plus de 2 000 entrepreneures dont les efforts de promotion de l'énergie propre touchent 300 000 bénéficiaires¹⁰².

SECTION 3 : AVANTAGES DE L'INVESTISSEMENT

Il est essentiel que les femmes soient parties prenantes des processus décisionnels pour atténuer les effets du changement climatique. Une étude a, par exemple, révélé que les pays comptant davantage de femmes parlementaires sont plus susceptibles de ratifier des traités internationaux sur l'environnement¹⁰³, soulignant ainsi la réalité qui est que les femmes sont des actrices clé du changement dans la lutte pour un monde plus propre et plus sain.

Les insuffisances énergétiques et les défis économiques connexes augmenteront au cours des vingt prochaines années si la communauté internationale ne permet pas l'autonomisation des femmes et ne les inclut par dans ses efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique¹⁰⁴. Les déterminants sociaux et environnementaux de la santé – l'air propre, l'eau potable sûre, la nourriture en quantité suffisante et l'abri sûr – sont directement touchés par le changement climatique¹⁰⁵. Les conséquences actuelles et futures du changement climatique sur les seules vies humaines sont effroyables. On pense que les mauvais résultats de santé en lien avec le changement climatique auront raison d'environ 250 000 vies chaque année, entre 2030 et 2050¹⁰⁶. Ces décès seront causés par la malnutrition, la malaria, les diarrhées et le stress thermique¹⁰⁷.

Les recherches actuelles suggèrent néanmoins l'existence d'une corrélation entre l'implication des femmes dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la réduction des gaz à effet de serre. L'indice Environnement et genre, par exemple, révèle qu'en 2012, les 55 parties incluant le genre dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national de 2015 ne concernaient que 17 % des gaz à effet de serre émis, mais que 83 % des émissions provenaient de parties qui ne mentionnaient pas spécifiquement le genre dans leurs contributions¹⁰⁸. Cette division souligne l'importance de comprendre les liens entre le genre et le climat, et la nécessité d'une action favorable à l'égalité de genre face au climat¹⁰⁹. Une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a également indiqué que si les fermières recevaient les mêmes intrants, outils et ressources financières que les fermiers, leurs rendements agricoles augmenteraient de 20 à 30 %, que la production agricole nationale augmenterait de 4 % et que le nombre de personnes mal nourries chuterait d'entre 12 et 17 %¹¹⁰. Il a été démontré que lorsque les femmes disposent de leurs droits fonciers et d'un accès à la terre, elles utilisent les ressources de manière durable¹¹¹. De plus, localement, les petit-e-s fermier-ère-s devraient être autorisé-e-s à garder le contrôle sur leurs méthodes de travail et être impliqué-e-s dans les prises de décision relatives aux investissements agricoles¹¹².

SECTION 4 : APPELS À L'ACTION

Les personnes qui souffrent le plus des conséquences du changement climatique devraient non seulement avoir leur mot à dire dans les efforts mondiaux pour en atténuer les effets, mais également revendiquer leur rôle de leadership. Les femmes supportent la majorité des impacts du changement climatique, en tant que responsables de la collecte de ressources qui s'amenuisent, productrices d'aliments, cuisinières et responsables des soins. Ceci vient s'ajouter au fardeau disproportionné et à la vulnérabilité accrue des femmes dans les situations de migration forcée causée par le changement climatique. Leur connexion à la terre les rend non seulement plus vulnérables, mais également plus essentielles dans la recherche de solutions pour lutter contre le changement climatique.

Pour contribuer au progrès pour tout le monde, de nombreuses parties prenantes doivent collaborer – les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations concernées, les Nations unies et le secteur privé – de manière à mener les actions suivantes, en faveur des filles et des femmes :

- Garantir l'implication des femmes, et notamment les femmes autochtones et des groupes de base, dans les négociations sur le climat et la gestion des ressources.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations touchées, les Nations unies et le secteur privé)



- Renforcer les possibilités de participation des femmes dans les processus d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.
(*Concerne avant tout : la société civile, les gouvernements, les Nations unies et le secteur privé*)
- Rédiger des politiques de lutte contre le changement climatique qui reconnaissent les impacts en fonction des genres, fournissent aux femmes un accès aux ressources et leur donnent des occasions de participer dans les processus d'atténuation et d'adaptation.
(*Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé*)
- Veiller à ce que les personnes responsables des prises de décision comprennent à quel point la dégradation de l'environnement et le changement climatique affectent les femmes et les hommes différemment.
(*Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations touchées, les Nations unies et le secteur privé*)
- Investir dans des technologies et des initiatives pour favoriser les sources d'énergies durables et renouvelables qui reflètent les connaissances, besoins et rôles des femmes, tout en incluant l'expertise des Autochtones et les pratiques traditionnelles.
(*Concerne avant tout : les gouvernements et le secteur privé*)
- Intégrer des stratégies de préservation de l'environnement dans la planification familiale et les programmes de santé des femmes, et inversement.
(*Concerne avant tout : la société civile, les gouvernements et les ONG*)
- Inclure des femmes dans la mise en place de politiques et stratégies relatives à la protection de l'environnement, y compris l'intervention suite à des catastrophes, le renforcement de la résilience, la protection des droits fonciers et de succession, l'insécurité alimentaire et la fin de la pauvreté énergétique.
(*Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé*)

Révisé et actualisé en août 2017

Préparé par : Nicholas Wedeman et Tricia Petruney, FHI 360

Révisé par : Genine Babakian, Consultante ; Juliana Bennington, Women Deliver ; Eleanor Blomstrom, Women's Environment and Development Organization (WEDO) ; Katia Araujo, Landesa Center for Women's Land Rights ; Mary Crippen, Consultante ; Maria DeVoe, Women Deliver ; Tatiana DiLanzo, Women Deliver ; Louise Dunn, Women Deliver ; Jessie Durrett, Global Alliance for Clean Cookstoves ; Katja Iversen, Women Deliver ; Jessica Malter, Women Deliver ; Tessa Ahner-McHaffie, FHI 360 ; Tzili Mor, Landesa Center for Women's Land Rights ; Susan Papp, Women Deliver ; Savannah Russo, Women Deliver ; Athena Rayburn, Women Deliver ; Liuba Grechen Shirley, Consultante ; Petra ten Hoope-Bender, Women Deliver

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.

Cette série de documents d'orientation a été constituée pour servir aux responsables des politiques, responsables des prises de décision, aux défenseur-e-s et activistes afin de leur permettre de faire progresser des thématiques concernant les filles et les femmes au niveau du développement mondial. Ces documents sont conçus pour être disponibles et en accès libre pour tout le monde.

➔ **Pour découvrir la campagne Deliver for Good, rendez-vous sur deliverforgood.org.**

NOTES DE FIN

- Beniston, Martin. "Climate Change and Its Impacts: Growing Stress Factors for Human Societies." International Review of the Red Cross. Sept. 2010. Web. 13 Apr. 2016. <<https://www.icrc.org/eng/assets/files/review/2010/irrc-879-beniston.pdf>>.
- "Women, Natural Resource Management, and Poverty: A Review of Issues and Opportunities." New Course. 2010. Web. <<http://anewcourse.org/wp-content/uploads/2014/04/women-natural-resource-management-and-poverty-PEW.pdf>>.
- Lake, Osprey Orielle. "Why Women Are Central to Climate Justice and Solutions." 24 Sep. 2015. Web. 1 Apr. 2016. <<http://ecowatch.com/2015/09/24/women-climate-change/>>.
- "Women, Natural Resource Management, and Poverty: A Review of Issues and Opportunities." New Course. 2010. Web. <<http://anewcourse.org/wp-content/uploads/2014/04/women-natural-resource-management-and-poverty-PEW.pdf>>.
- "The State of Food and Agriculture 2010-2011: Women in Agriculture Closing the Gender Gap for Development." Food and Agriculture Organization of the United Nations. N.p., 2011. Web. 24 May 2017. <<http://www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e00.htm>>.
- "Why Women Are Key." Women's Earth & Climate Action Network, International. 2016. Web. <<http://wecaninternational.org/why-women-are-key>>.
- Amparo Palacios-Lopez, Luc Christiaensen, Talip Kilic. How much of the labor in African agriculture is provided by women?, Food Policy, Volume 67, February 2017, Pages 52-63 <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0306919216303852?dgcid=raven_sd_via_email>.
- "Why Women Are Key." Women's Earth & Climate Action Network, International. 2016. Web. <<http://wecaninternational.org/why-women-are-key>>.
- "How the drought affects women." 6 Jul. 2011. Web. 1 Apr. 2016. <<http://www.actionaidusa.org/2011/07/how-drought-affects-women>>.
- Ibid.
- "Why Women Are Key." Women's Earth & Climate Action Network, International. 2016. Web. <<http://wecaninternational.org/why-women-are-key>>.
- Alam, Mayesha, Rukmani Bhatia, and Briana Mawby. "Women and Climate Change: Impact and Agency in Human Rights, Security, and Economic Development." Washington: Georgetown Institute for Women, Peace and Security, 2015. Web. 1 Apr. 2016. <<https://giwps.georgetown.edu/sites/giwps/files/Women%20and%20Climate%20Change.pdf>>.
- "UNHCR Mid-Year Trends 2015." New York: UNHCR, 2015. Web. 1 Apr. 2016. <<http://www.unhcr.org/56701b969.html>>.
- Yonetani, Michelle. "Global Estimates 2015: People Displaced by Disasters." Geneva: Internal Displacement Monitoring Centre, 2015. Web. 1 Apr. 2016. <<http://www.internal-displacement.org/assets/library/Media/201507-globalEstimates-2015/20150713-global-estimates-2015-en-v1.pdf>>.
- "Why Women Are Key." Women's Earth & Climate Action Network, International. 2016. Web. <<http://wecaninternational.org/why-women-are-key>>.
- "The Anatomy of a Silent Crisis." Human Impact Report Climate Change. Global Humanitarian Forum, 2009. Web. 30 Mar. 2016. <<http://www.ghf-ge.org/human-impact-report.pdf>>.
- "Solomon Islands: Flash Floods." Situation Report No. 9. 2014. Web. 10 Aug. 2016. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_SLB_FlashFloods_Sitrep9_20140529_FINAL.pdf>.
- "Family violence could treble after quake." 10 Sep. 2010. Web. 11 Aug. 2016. <http://www.nzherald.co.nz/nz/news/article.cfm?c_id=1&objectid=10672475>.



- 20 "The 2012 Fiji Floods: Gender Sensitivity in Disaster Management." A Qualitative Review of Gender and Protection Issues in Disaster Response. Suva: UN Women, 2012. Web. 10 Aug. 2016. <http://www.pacificdisaster.net/pdnadmin/data/original/FJI_FL_UNWomen_2012_gender_sensitivity.pdf>.
- 21 Nellemann, C., Verma, R., and Hislop, L. "Women at the forefront of climate change: Gender risks and hopes." A Rapid Response Assessment. 2011. Web. 10 Aug. 2016. <http://www.unep.org/pdf/rra_gender_screen.pdf>.
- 22 "Climate Change, Disasters and Gender-Based Violence in the Pacific." Suva: UN Women, n.d. Web. 10 Aug. 2016. <<http://www.unclearn.org/sites/default/files/inventory/unwomen701.pdf>>.
- 23 Ibid.
- 24 "Protecting the Human Rights of Internally Displaced Persons in Natural Disasters: Challenges in the Pacific." Discussion Paper. 2011. Web. 10 Aug. 2016. <http://pacific.ohchr.org/docs/IDP_report.pdf>.
- 25 "Gender and Climate Change." n.d. Web. 1 Apr. 2016. <http://unfccc.int/gender_and_climate_change/items/7516.php>.
- 26 "Gender equality & climate change." Apr. 2010. Web. 1 Apr. 2016. <<http://www.norden.org/en/news-and-events/articles/gender-equality-climate-change>>.
- 27 "Climate Change: Tackling the Greatest Human Rights Challenge of Our Time - Recommendations for Effective Action on Climate Change and Human Rights." CARE International and the Center for International Environmental Law. Feb. 2015. Web. <https://www.care.at/images/Advocacy/CARE_and_CIEL_-_Climate_Change_and_Human_Rights.pdf>.
- 28 Aguilar, Lorena. "Training Manual on Gender and Climate Change." International Union for Conservation of Nature (IUCN) and the United Nations Development Programme (UNDP). 2009. Web. <<https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2009-012.pdf>>.
- 29 Pearl-Martinez, Rebecca. "The Art of Implementation: Gender Strategies Transforming National and Regional Climate Change Decision Making." Global Gender and Climate Alliance and International Union for Conservation of Nature. 2012. Web. <https://cmsdata.iucn.org/downloads/the_art_of_implementation.pdf>.
- 30 Aguilar, Lorena, et al. "Roots for the Future: The Landscape and Way Forward on Gender and Climate Change." Global Gender and Climate Alliance and International Union for Conservation of Nature. 2015. Web. <<http://genderandenvironment.org/wp-content/uploads/2015/12/RFTF-CH-2.pdf>>.
- 31 "Gender in the Marrakech Climate Talks." CARE. N.p., Nov. 2016. Web. May 2017. <<http://careclimatechange.org/gender-marrakech-climate-talks/>>.
- 32 "Human Development Report 2011 Sustainability and Equity: A Better Future for All." United Nations Development Programme, 2011. Web. 2017. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/271/hdr_2011_en_complete.pdf>.
- 33 "Asia-Pacific Human Development Report: Power, Voice, and Rights." UNDP. 2011. Web. <http://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/library/human_development/asia-pacific-hdr-2010/>.
- 34 "Women in National Parliaments." Inter-Parliamentary Union. Mar. 2017. Web. <<http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm>>.
- 35 "Gender Focal Points and Policies in National Environmental Ministries." Environment & Gender Index . ICUN, UN Women, Sept. 2015. Web. 2017. <https://portals.iucn.org/union/sites/union/files/doc/egi_focal_point_brief_sept15.pdf>.
- 36 "Gender Perspectives: Integrating Disaster Risk Reduction into Climate Change Adaptation." Good Practices and Lessons Learned. 2008. Web. 11 Apr. 2016. <http://www.unisdr.org/files/3391_GenderPerspectivesIntegratingDRRCCGood20Practices.pdf>.
- 37 "What is Disaster Risk Reduction?" n.d. Web. 11 Aug. 2016. <<https://www.unisdr.org/who-we-are/what-is-drr>>.
- 38 Huyer, Sophia, et al. "Supporting women farmers in a changing climate: five policy lessons." Policy Brief no. 10. Copenhagen: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS), 2015. Web. 1 Apr. 2016. <<http://www.wocan.org/resource-keywords/womens-leadership-0#>>.
- 39 Frölicher, Thomas Lukas, et al. "Continued Global Warming After CO2 Emissions Stoppage." Nature Climate Change 4 (2014): 40–44. Web. <<http://www.nature.com/nclimate/journal/v4/n1/full/nclimate2060.html>>.
- 40 Laddey, Ryan, et al. "Africa Adaptation Programme Experiences Gender and Climate Change: Advancing Development Through an Integrated Gender Perspective." UNDP. Mar. 2011. Web. <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/environment-energy/www-ee-library/climate-change/africa-adaptation-programme-experiences-gender-and-climate-change/AAP_Discussion_Paper1_English.pdf>.
- 41 "Land Rights, Climate Change, and Environmental Stewardship." Landesa. N.p., n.d. Web. 22 May 2017. <<http://www.landesa.org/resources/climate-change/>>.
- 42 "Securing Women's Land and Property Rights: A Critical Step to Address HIV, Violence, and Food Security." Open Society Foundations. 2014. Web. <<http://www.icrw.org/sites/default/files/publications/Securing-Womens-Land-Property-Rights-20140307.pdf>>.
- 43 Giovarelli, Renee, Beatrice Wamalwa, and Leslie Hannay. "Land Tenure, Property Rights, and Gender Challenges and Approaches for Strengthening Women's Land Tenure and Property Rights." USAID. July 2013. Web. 13 Apr. 2016. <http://www.usaidlandtenure.net/sites/default/files/USAID_Land_Tenure_Gender_Brief_061214.pdf>.
- 44 Duncan, Jennifer , and Fiona Noonan. "Women's Land Rights Key to Enacting Gender-Responsive International Climate Change Action." National Geographic Society (blogs). N.p., 07 Sept. 2016. Web. 24 May 2017. <<http://voices.nationalgeographic.com/2016/09/07/womens-land-rights-key-to-enacting-gender-responsive-international-climate-change-action/>>.
- 45 "Land Rights and Climate Change." UNDP. 2016. Web. <http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/democraticgovernance/focus_areas/focus_justice_law/legal_empowerment/focus_areas/property_rights_tenuresecurity/land_rights_and_climatechange/>.
- 46 "Women and Natural Resources Unlocking the Peacebuilding Potential." United Nations Environment Programme, United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women, United Nations Peacebuilding Support Office and United Nations Development Programme, 2013. Web. 13 Apr. 2016. <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis_prevention/WomenNaturalResourcesPBreport2013.pdf>.
- 47 Lee, David R., and Bernardete Neves. "Background Paper for IFAD 2009 Rural Poverty Report: Rural Poverty and Natural Resources: Improving Access and Sustainable Management." IFAD. 2009. Web. 18 Apr. 2016. <<https://www.ifad.org/documents/10180/122db54c-27d1-4cd7-9d57-f4b3e607c263>>.
- 48 Alvin Chandra, Karen E. McNamara, Paul Dargusch, Ana Maria Caspe, Dante Dalabajan, Gendered vulnerabilities of smallholder farmers to climate change in conflict-prone areas: A case study from Mindanao, Philippines, Journal of Rural Studies, Volume 50, February 2017, Pages 45–59. <<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016716307392>>.
- 49 52nd session of the Commission on the Status of Women (2008) "Gender perspectives on climate change," Issues paper for interactive expert panel on Emerging issues, trends and new approaches to issues affecting the situation of women or equality between women and men. <<http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/52/issuespapers/Gender%20and%20climate%20change%20paper%20final.pdf>>.
- 50 Climate Change and Natural Disasters Affecting Women, Peace and Security." Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD). 2015. Web. <<http://apwld.org/wp-content/uploads/2015/03/Climate-change-Natural-disasters-Conflict.pdf>>.
- 51 Marin, N. 2014. Plantas alimenticias no convencionales en tres departamentos de la Amazonia Colombiana como soporte a la soberania alimentaria, aportes desde el enfoque de género. Instituto Amazonico de Investigaciones científicas. Bogota: SINCHI.
- 52 "Equal Harvest: Removing the Barriers to Women's Participation in Smallholder Agriculture." A Fairtrade Foundation Report. London: Fairtrade Foundation, 2015. Web. 16 Aug. 2016. <<https://www.fairtrade.org.uk/Download.ashx?id=%7B4B4DA990-0F13-4C54-B13F-812A1BE454D1%7D>>.
- 53 Chiputwa, Brian , and Matin Qaim. "Sustainability Standards, Gender, and Nutrition among Smallholder Farmers in Uganda." Taylor & Francis. The Journal of Development Studies, 2016. Web. 22 May 2017. <<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/00220388.2016.1156090>>.
- 54 "Women in Fairtrade." Fairtrade Annual Report DEMO. Fairtrade International , n.d. Web. 23 May 2017. <<https://monitoringreport2016.fairtrade.net/en/women-in-fairtrade/>>.
- 55 "Gender strategy Transforming Equal Opportunity, Access and Benefits for all." Web. 14 Aug. 2017. <https://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/2009/programmes/gender/1601-Fairtrade_Gender_Strategy-EN.pdf>
- 56 Ibid.
- 57 Ibid.
- 58 Ibid.
- 59 "Gender and Climate Change." UNDP. 2016. Web. <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/environment-energy/climate_change/gender/africa-adaptation-programme-experiences-gender-and-climate-change.html>.
- 60 "Women's Key Role in Agricultural Production Emphasized." UN Women. Oct. 2014. Web. <<http://www.unwomen.org/en/news/stories/2014/10/sharefair-rural-women-technologies>>.
- 61 Chakrabarti, Soma. "The Gender Advantage: Women on the Front Line of Climate Change." International Fund for Agricultural Development. 2014. Web. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gender_0.pdf>.
- 62 Twyman J, Green M, Bernier Q, Kristjansson P, Russo S, Tall A, Ampaire E, Nyasimi M, Mango J, McKune S, Mwangera C, and Ndourba, Y. 2014. Adaptation Actions in Africa: Evidence that Gender Matters. CCAFS Working Paper no. 83. Copenhagen, Denmark: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS) <<https://cgspace.cgiar.org/rest/bitstreams/35869/retrieve>>.
- 63 Tall A, Kristjansson P, Chaudhury M, McKune S, Zougmore R. 2014. Who gets the Information? Gender, power and equity considerations in the design of climate services for farmers. CCAFS Working Paper No. 89. Copenhagen, Denmark: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). <<https://ccafs.cgiar.org/publications/who-gets-information-gender-power-and-equity-considerations-design-climate-services#.WSW6K0vyyuM9>>.
- 64 "Women's Climate Action Agenda." Women's Earth and Climate Action Network, International. 2014. Web. <http://wecaninternational.org/content_documents/WECAN-Agenda-web2.pdf>.
- 65 "Gender in Climate Smart Agriculture." Agriculture Global Practice. World Bank Group and the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the International Fund for Agricultural Development, 2015. Web. 31 Mar. 2016. <<http://www.fao.org/3/a-az917e.pdf>>.
- 66 Huyer S. 2016. Closing the gender gap in agriculture. Gender, Technology and Development 20(2):105–116. <[https://ccafs.cgiar.org/publications/closing-gender-gap-agriculture#](https://ccafs.cgiar.org/publications/closing-gender-gap-agriculture#.WSW6nuvyyuM9)>.
- 67 "Gender in Climate Smart Agriculture." Agriculture Global Practice. World Bank Group and the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the International Fund for Agricultural Development, 2015. Web. 31 Mar. 2016. <<http://www.fao.org/3/a-az917e.pdf>>.
- 68 "Enhancing the Role of Indigenous Women in Sustainable Development: IFAD Experience with Indigenous Women in Latin America and Asia." IFAD. Web. 18 Apr. 2016. <<https://www.ifad.org/documents/10180/3629656a-70f3-4c94-b58f-fd1e7ea2f4dc>>.
- 69 "Shifting Cultivation, Livelihood, and Food Security: New and Old Challenges for Indigenous Peoples in Asia." Bangkok: Food and Agriculture Organization of the United Nations, International

